

J'aimerais demander aux députés d'en face, si l'accord commercial est si mauvais, pourquoi des minotiers d'avoine ont-ils fait plusieurs annonces importantes depuis son entrée en vigueur? On a soulevé la question de l'avoine tout à l'heure. Les députés d'en face ne s'y connaissent pas en avoine, je le jure. Les minotiers d'avoine ont fait plusieurs annonces importantes. Aux dernières nouvelles, ils vont consacrer jusqu'à 30 millions de dollars à moderniser leur exploitation de façon à profiter des possibilités qu'offre le marché américain de l'avoine. Ce sera 17 millions de dollars chez Quaker Oats, à Peterborough; 17 millions de dollars chez CanOat Milling Incorporated pour la construction d'une usine de transformation à proximité de Portage-la-Prairie; et un nombre indéterminé de millions à la West Glen Milling, en Alberta. Tout cela pour profiter des possibilités que cet accord offre aux producteurs canadiens d'avoine.

Il est temps que les députés d'en face se renseignent un peu.

**M. Lawrence MacAulay (Cardigan):** Monsieur le Président, je débute aujourd'hui mes observations par une question lancinante: Où sont les avantages de l'Accord de libre-échange que les conservateurs avaient promis aux agriculteurs? Je n'en ai vu aucun en tant que député ni en tant qu'agriculteur. Je ne crois pas que le gouvernement puisse en citer un seul.

C'est le secteur agricole qui a le plus souffert par suite de cet accord. Voici quelles sont les réalisations des conservateurs dans ce domaine: ils ont supprimé le système de double prix du blé, miné la gestion de l'offre de l'industrie laitière, compromis l'avenir des programmes de transport, affaibli la Loi sur le paiement anticipé des récoltes, menacé de supprimer les subventions au transport «à l'Est de ce point» et suscité une hausse des droits compensateurs sur le porc canadien.

Ce ne sont là que quelques-unes des attaques dont a été la cible le secteur agricole. Est-ce être alarmiste que de les signaler? Non, car les faits sont là pour le prouver. Le premier ministre et ses collègues aiment bien nous taxer d'alarmistes. Pour satisfaire les intérêts américains, le gouvernement a abandonné le système de double prix du blé au détriment des producteurs de tout le Canada et notamment des petites meuneries naissantes de la région de l'Atlantique.

### *Les crédits*

La culture du blé est considérée dans le monde entier comme le pilier de l'économie canadienne, mais elle a été la première secouée. Depuis lors, l'agriculture canadienne est devenue un véritable front où tous les domaines agricoles subissent le feu roulant des conservateurs.

Les programmes relatifs aux transports sont également menacés dans le Canada atlantique. L'assistance au transport des provendes fait l'objet d'un examen. Cette subvention, et j'utilise ce mot avec beaucoup de circonspection, a été mise en place pour uniformiser le coût des céréales fourragères dans tout le Canada. Par la même occasion, elle a encouragé l'établissement d'une industrie du porc, des oeufs et de la volaille dans la région de l'Atlantique. Ces subventions permettent aux producteurs des Maritimes de concurrencer les producteurs des autres régions de notre pays. Nous pouvons être certains que cet examen va supprimer ce programme tel que nous le connaissons, et avec lui l'uniformisation équitable des prix des céréales fourragères, ce qui laissera à nouveau les producteurs de l'Atlantique sans protection et en fera de nouvelles victimes du libre-échange.

Le programme de transport des céréales à ces endroits et à l'est est attaqué également. Le projet de loi C-26 a déjà été adopté en première lecture. La suppression de ce programme laissera Halifax et St. John complètement à la merci du marché, ou devrais-je dire, des Américains. Pratiquement toutes les céréales exportées dans l'Est sont expédiées à des tarifs fixés dans le cadre de ce programme. Comme le Maritime Farmers' Council a écrit dans son énoncé de politique de janvier 1989:

L'utilisation ininterrompue du port d'Halifax comme point d'exportation des céréales dépend aussi du maintien du programme de transport des céréales à ces endroits et à l'est.

Puis en mars 1989, moins de trois mois plus tard, ce programme figurait parmi les restrictions budgétaires, ce qui montrait le peu de cas qu'on faisait de l'opinion des agriculteurs des Maritimes.

Le centre d'entreposage des céréales du Canada atlantique est menacé et les conséquences sur l'industrie du bétail seront catastrophiques. Les victimes du libre-échange se multiplient. Le gouvernement se soucie peu de l'industrie des céréales dans le Canada atlantique et ailleurs au Canada.

À ce propos, le gouvernement veille-t-il aux intérêts des éleveurs de porcs? Les producteurs de viande de porc dans tout le Canada ont déclaré complètement injustifiés les droits compensateurs imposés par les États-Unis sur les importations de viande de porc fraîche, réfrigérée et surgelée en provenance du Canada. Outre ce droit de 8c.,